

lesoirculture@lesoirdalgerie.com

ENTRETIEN AVEC MOHAMED FACI, DISTRIBUTEUR CINÉMATOGRAPHIQUE

# «On se la joue cinéma d'avenir !»

Difficile de continuer plus longtemps à fermer les yeux sur un état des lieux peu reluisant : le cinéma algérien non seulement stagne depuis plus d'une décennie, mais s'affale aujourd'hui sur quelques lauriers usés. Les assises d'une industrie cinématographique ne sont toujours pas à l'ordre du jour, encore moins une priorité des pouvoirs concernés.

Propos recueillis par  
Samira Hadj Amar

**M**ohamed Faci, distributeur cinématographique et gérant de la société Kinomax, a bien voulu répondre à nos interrogations. Ses réponses nous ont révélé l'étendue du marasme dans lequel baignent les acteurs locaux de la distribution en salle du 7<sup>e</sup> art. Il est clair que l'année 2007 durant laquelle a eu lieu l'événement «Alger, capitale de la culture arabe» n'a pas réussi à relancer l'esprit du cinéma d'antan. Mohamed Faci est également revenu sur la projection ratée de *Slumdog Millionaire*, le succès mondial aux huit oscars. Il nous a livré pas à pas le parcours du combattant qu'il a emprunté pour qu'au final, ce film passe sous le nez des Algériens. Triste réalité d'un combat à la déloyale !

**Le Soir d'Algérie : comment se porte la carte cinéma en Algérie ?**

**Mohamed Faci :** Le cinéma va mal. Tout le monde est d'accord là-dessus. Le parc des salles commerciales se réduit à huit cinémas, sept à Alger et un à Oran. La fréquentation du public ne peut excéder quinze à vingt mille spectateurs pour un blockbuster et pas plus de huit mille pour tout autre film. Ces chiffres ne sont pas fiables en l'absence d'un système de billetterie vérifiable et transparent à tout instant, mais ce sont ceux que nous donnent les exploitants. La piraterie est légitimée par le public et légalisée par l'Etat. Les dispositions réglementaires constituent plus un frein qu'un cadre garantissant la transparence et la bonne marche de l'exploitation cinématographique. Nous sommes soumis à toutes sortes de contraintes. La piraterie, par contre, s'est totalement affranchie de la loi. Elle prospère.

**Comment envisager une relance solide et efficace du cinéma algérien dans ces conditions ?**

Depuis quelques années, les pouvoirs publics annoncent régulièrement un programme de rénovation d'un certain nombre de cinémas qui seront donnés en exploitation au privé. Cette tâche est difficile. Mais une fois réalisée, je ne crois pas en son efficacité pour la relance du cinéma. On aura, au mieux, les mêmes problèmes qu'aujourd'hui à une plus grande échelle. Au pire, on aura reproduit les erreurs du passé. Il faut exiger un minimum d'investissements financiers et humains du privé. Ou alors changer complètement la méthode. Un privé qui investit dans un cinéma croit en ses possibilités de profits. Il se tiendra au modèle économique universel de l'exploitation cinématographique et développera son activité. Un privé qui reçoit en cadeau, sur un plateau en or, un cinéma rénové n'aura pas la même vision. L'expérience nous montre qu'il ira vers le gain rapide et des pratiques douteuses. Rappelez-vous les projections des films en cassettes VHS dans les années 80-90.

**Qu'en est-il alors du cahier des charges ?**

Le cahier des charges ne donne aucune garantie en soi. Sur les huit salles actuelles, cinq sont sous la tutelle de l'Etat. Des échos disent qu'un cinéma d'Alger dépendant d'une collectivité locale projette des films en DVD. Un autre cinéma géré par un office du ministère de la Culture n'est pas fiable dans les recettes déclarées. Si les pouvoirs publics n'arrivent pas à faire tourner dans les règles les quelques salles existantes, sous leur tutelle de surcroît, comment veulent-ils superviser un parc plus important ?

**Quelles contraintes techniques et pour quel coût supporte la distribution du cinéma en Algérie ?**

Les contraintes techniques, si elles existent, on les surmontera. La contrainte princi-



Photos : N. Y. M. Faci

pale est la suivante : on ne va pas loin en terme de recettes avec huit cinémas dans tout le pays. Un seul, l'Algérie, permet de réaliser un minimum qui nous permet de proposer des prix d'acquisition aux vendeurs de films à l'international sans tomber dans le ridicule. Il y a des vendeurs qui ne répondent même pas à nos propositions d'achat. D'autres sont sensibles à la situation et font des efforts en espérant que les choses évoluent. Mais on n'est plus crédible lorsqu'on a ressassé les mêmes arguments durant quatre ans. Le distributeur prend seul le risque lorsqu'il investit dans un film.

Face à lui, l'exploitant n'a pas les mêmes enjeux ; il ne cherche pas toujours à développer la fréquentation de sa salle. Il est fonctionnaire et son salaire est assuré quel que soit le nombre de spectateurs. L'une des conséquences est que l'on se trouve dans une capitale où seul El-Mouggar assure les séances en soirée et le vendredi. Les autres préfèrent rentrer chez eux. Voilà où se joue l'avenir du cinéma algérien.

**Pour sa distribution en salle en Algérie, Kinomax s'est intéressé en juin dernier à *Slumdog Millionaire* de Danny Boyle, un film qui a raflé récemment 8 oscars. Ce projet n'a pas abouti ! Peut-on en savoir plus ?**

Comme je le disais, seul l'Algérie permet de réaliser des recettes pouvant couvrir les coûts d'acquisition. Voilà huit mois, nous nous sommes intéressés à *Slumdog Millionaire*. Le film n'était pas encore sorti. Nous aurions pu négocier son prix à la valeur du marché algérien. Pour cela, il fallait avoir un minimum

de visibilité. En juillet dernier, nous avons sorti le film *Maradona By Kusturica* à El-Mouggar. Une salle d'excellente qualité d'accueil et de projection. Nous comptions le programmer par la suite à l'Algérie pour réaliser les recettes nécessaires pour pouvoir continuer notre activité. Ce cinéma central à Alger, rénové en 2002, ne répond pas à ce que peut attendre un public cinéphile en termes d'accueil et de projection. Mais c'est celui qui est le plus fréquenté du pays. Il est incontournable pour le distributeur quoi qu'il en pense. Nous avons proposé notre film à plusieurs reprises au responsable pour fixer une date de programmation dès septembre 2008. Le directeur de l'OPCA n'a jamais voulu donner une réponse claire. Cela s'est terminé en décembre par un refus de sa part prétextant qu'il s'agit d'un documentaire. Peut-être a-t-il d'autres raisons ? Résultat, nous nous sommes trouvés sans visibilité pendant plusieurs mois. Nous ne pouvions pas nous engager pour d'autres films. Dont *Slumdog Millionaire*. Un autre résultat, l'investissement sur le *Maradona* n'est pas amorti. Le directeur de l'OPCA, conscient de sa position dominante nous met en difficulté. Il porte aussi un coup à la diversité des films proposés au public. Aujourd'hui, le vendeur de *Slumdog* demandera, à juste titre, un prix plus élevé qu'il y a huit mois. Même si nous avions les moyens de le payer, nous savons bien qu'il ne pourra pas être amorti. Il ne pourra pas réaliser les recettes escomptées dans les salles.

Puisqu'il sera refusé (les raisons étant évidentes) par le responsable de l'Algérie. Dans les autres salles, on ne peut pas espérer au-delà de mille spectateurs. Le ticket de cinéma coûte cent dinars. La moitié revient au distributeur. Faites vos calculs !

**Comment peut-on actuellement améliorer les conditions de la distribution cinématographique alors que le nombre des salles reste désespérément très limité ?**

Nous, distributeur, faisons notre part du travail. Nous attendons que les autres acteurs fassent le leur. Si certaines personnes sont incompetentes ou si leur motivation n'est pas la relance du secteur, qu'on les éloigne ! Nous avons huit cinémas. Ils constituent un grand potentiel. Faisons-les tourner à plein régime. Seules des personnes réellement motivées sont capables de cela. Les distributeurs sont motivés.

Les exploitants ne le sont pas toujours. Une salle de cinq cents places, ouverte sept jours sur sept avec six séances par jour peut arriver facilement à deux mille spectateurs par jour. Les films ne manquent pas. Il s'agit d'attirer le public cinéphile par la propreté des lieux, la qualité de la projection et l'accueil. On n'a pas besoin de millions pour ça. Il suffit de retoucher les manches et travailler.

**Ne pensez-vous pas que l'acquisition périlleuse des droits des œuvres cinématographiques pour une distribution légale dans les salles est en échec croissant face au réseau très organisé de distribution des copies en DVD piratées ?**

En effet, parfois on se demande pourquoi continuer dans ces conditions. Chez nous l'Etat est complice de la piraterie puisqu'il perçoit des taxes sur cette activité. Lorsque nous achetons un film en vue de sa distribution en salle, l'opération se passe en toute transparence. On signe un contrat. On paie les droits par transfert bancaire. On effectue le dédouanement à l'importation des copies 35 mm et on déclare nos recettes aux impôts. On ne peut pas dire la même chose pour un film étranger vendu sur DVD en Algérie. Aucune trace bancaire du paiement des droits vidéo. Aucune opération d'importation du master servant à faire les duplications. L'Onda doit donner plus de transparence lors de la délivrance des timbres. Il n'est pas possible d'avoir dans un même pays deux éditeurs d'un même film. Chez nous ça existe. Il y a un problème de ce côté-là.

**Quel serait, selon vous, le meilleur moyen d'exploiter en salle un film sans tomber sous la coupe d'un gestionnaire dépassé par les événements et d'institutions publiques complices de cet état de fait ?**

Pour exploiter un film, nous avons besoin du visa du ministère de la Culture. Pourquoi ne pas instituer un visa d'édition vidéo ? Il serait délivré après paiement des droits et dédouanement du master importé. L'administration fiscale a son mot à dire aussi. Les revenus des droits d'exploitation, qui relèvent des redevances, de source algérienne sont soumis à l'impôt. Théoriquement, les éditeurs vidéo sont tous redevables au fisc d'une certaine proportion des sommes qu'ils paient aux ayants droit étrangers. Paient-ils le fisc ? Paient-ils les ayants droit ? Le cinéma est une activité économique qui peut créer dans notre pays de la richesse et des emplois. Les pouvoirs publics ne peuvent faire autrement que de combattre la piraterie. Si on arrive à réduire ce phénomène à la vente à la sauvette et au téléchargement occasionnel, je pense que la partie sera gagnée. Le cinéma constitue une partie de la mémoire d'un pays. La bonne organisation de l'exploitation nous a permis de grandir avec *la Bataille d'Alger*, *l'Opium* et *le Bâton*, *Hassan Terro*, *les Vacances de l'inspecteur Tahar*... et d'autres grands films algériens. Mais aussi avec les grands films mondiaux. Avec quoi grandiront nos enfants ? Rien qui soit algérien. Ils ne connaissent les films que sur de mauvaises copies VCD ou à la télévision. Ils ne connaissent pas la magie du cinéma. L'enjeu est là !

S. H. A.